

Tarif des douanes

Je tiens à signaler également que les carnets de commandes sont vides mais tant que le gouvernement fédéral ne se décidera pas à coopérer, il y a peu d'espoir que la situation s'améliore. Si j'en juge par les propos tenus par l'opposition officielle, le gouvernement ne doit pas s'attendre à beaucoup de coopération de leur part avant longtemps. Il serait temps qu'ils fassent connaître clairement leur position au sujet du projet de loi.

• (1740)

M. Lewis: Vous comptez combien de députés là-bas, Ray?

M. Skelly: Certains des députés des Grands lacs qui se gaussent en ce moment devraient se pencher sur le sort des villes comme Hamilton et St. Catharines. Savent-ils que les armateurs des Grands lacs font construire leurs navires en Écosse? Ils ont l'air tout contents que leurs électeurs soient au chômage. S'ils veulent un débat sur la question, eh bien, qu'ils prennent la parole et qu'ils nous expliquent pourquoi ils veulent expédier le projet de loi sans y consacrer le temps voulu. J'ai l'intention, monsieur l'Orateur, de me rendre à St. Catharines et dans la région, précisément dans les circonscriptions de ces députés, pour faire comprendre aux gens que nous avons besoin d'une politique en matière de construction navale. Le député de Burlington (M. Kempling) devrait peut-être prendre la parole pour montrer que l'opposition s'inquiète de la perte de ces emplois. C'est ce genre de coopération de leur part que j'aimerais voir. Le leader adjoint du parti conservateur qui, je l'avoue, fait preuve de plus de bon sens que le leader, devrait lui aussi prendre la parole. Je note que le député de Mississauga-Nord (M. Fisher) approuve de la tête.

M. Lewis: Mais non, il tombe de sommeil avec vos histoires à dormir debout.

M. Skelly: Monsieur l'Orateur, je tenais à prendre la parole au sujet du projet de loi parce qu'il revêt une énorme importance pour les Canadiens. La stratégie en matière de construction navale est vitale. Le problème, c'est qu'avec nos ressources, nous créons des emplois à l'étranger. Les autres pays ont pris des mesures sévères pour protéger leur construction navale et l'exploitation des transports maritimes. Nous pouvons faire pareil en modifiant la loi sur les douanes. Mais cela n'est qu'un début. Il est curieux également que le gouvernement fédéral ait passé tant de temps à élaborer une politique quand il connaît l'importance qu'elle revêt pour le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique et les provinces atlantiques. Cette politique, elle a été rédigée—il semble même qu'elle ait été approuvée—et pourtant le gouvernement refuse de la faire connaître ou de la mettre en application. Il a consulté les représentants de l'industrie navale et obtenu leur appui ainsi que l'appui des syndicats et des municipalités qui vivent de la construction navale. Le ministre nous dira-t-il où donc est cette politique? Quelles sont les modifications projetées à la loi?

Parce que le gouvernement n'a pas pris les mesures nécessaires, monsieur l'Orateur, et parce que l'opposition officielle a passé son temps à des manœuvres politiques sectaires au lieu de se concentrer sur le problème de fond, nous en sommes arrivés à un point où les citoyens doivent eux-mêmes prendre

les choses en main. Les autorités municipales, les chefs d'entreprise et les syndicats ont conjugué leurs efforts pour former un groupe national de pression. C'est ce qui s'est produit sur la côte du Pacifique. Ces efforts bénéficient de l'appui sans réserve des maires de Victoria et de Vancouver, des dirigeants de l'industrie maritime, des constructeurs de navires et des transporteurs maritimes. Ils vont former un groupe de pression et, de concert avec les autorités provinciales de la Colombie-Britannique, se présenter ici à Ottawa pour demander au gouvernement de coopérer en mettant en œuvre une politique efficace de construction navale ainsi qu'une législation douanière efficace. Les membres du conseil municipal de Halifax et le maire de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, accompagnés de dirigeants syndicaux et de chefs d'entreprise, se présenteront à Ottawa en même temps que ces autres groupes afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse connaître sa politique et redonne du travail à des milliers de Canadiens. D'autres groupes viendront bien sûr se joindre à eux, notamment de la région des Grands lacs et du Québec, plus particulièrement de Montréal et de Québec où cette industrie revêt une importance capitale. Le premier ministre (M. Trudeau) l'a promis, et il est temps que le gouvernement tienne sa promesse et redonne du travail aux Canadiens.

J'ai encore deux ou trois observations à faire sur le sujet avant de laisser reposer ma voix, comme certains me l'ont recommandé. Nous disposons essentiellement d'une politique très passive que le ministre d'État aux Finances (M. Cosgrove) refuse d'appliquer. Mais nous devrions aller plus loin, monsieur l'Orateur, et élaborer une véritable stratégie industrielle maritime afin de pouvoir fabriquer les navires et les plates-formes de forage dont nous aurons besoin au cours des deux ou trois prochaines décennies. Il faut se tourner vers l'avenir et non vers le passé. Si nous n'agissons pas maintenant, si nous ne prenons pas la décision d'élaborer et de mettre en œuvre une véritable politique de construction navale, nous ne serons tout simplement pas capables de le faire plus tard. Faute de prendre une telle décision dès maintenant, l'occasion ne s'en présentera tout simplement plus. Nous ne pourrions pas appliquer chez nous les nouvelles techniques mises au point ailleurs, car nous ne pourrions pas en répartir le coût sur un nombre suffisamment grand de navires. Nous parlons seulement de l'exploitation des gisements de pétrole sous-marins, mais également du transport à bord de navires canadiens de notre grain, de notre charbon et de nos métaux de base, ce qui fournirait du travail à nos marins. Une étude a été effectuée en vue de déterminer si la localité de Port Hardy, tout au nord de l'île de Vancouver, conviendrait à l'implantation d'installations pour le traitement des ressources provenant des grands fonds marins. La question est de savoir si le Canada participera à la mise en valeur de ces ressources. Il existe évidemment maintes possibilités de construire des plates-formes et des navires, mais le gouvernement préfère ne rien faire. Il a déjà mis la politique au point, il est prêt à se mettre à l'œuvre, et quelques modifications mineures au Tarif des douanes permettraient à des milliers de Canadiens de reprendre le travail. Les livres de commandes de nos chantiers maritimes seraient pleins et le retard de notre secteur maritime reprendrait, avec toutes les retombées que cela suppose.